



La Plaine sur mer

MAIRIE DE LA PLAINE-SUR-MER
LOIRE-ATLANTIQUE

Arrêté n° 2024-523-AF

Objet : Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de VEOLIA EAU pour des travaux situés 30 rue du Jarry.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 18 octobre 2024, par laquelle l'entreprise VEOLIA EAU située rue Paul Langevin - 44210 PORNIC, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,
Considérant que le Domaine public doit être préservé,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Permission de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 30 jours à compter du 12 novembre 2024, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande. Nature des travaux : Branchement eau potable.

Article 2 : Prescriptions techniques

Prescriptions générales :

Sauf prescriptions particulières, les réfections définitives seront à l'identique de l'existant. Les Ouvrages hors sol seront cotés précisément avant travaux.

Prescriptions particulières :

- 1) les présentes prescriptions s'appliquent sur le domaine public impacté par les travaux. Pour l'impact sur la parcelle privée, l'intervenant doit recueillir les prescriptions des propriétaires. La limite du domaine public est matérialisée par le nu des murets de clôture de part et d'autre du chemin privé.
- 2) ouverture des fouilles au disque diamanté.
- 3) réfection de la chaussée en enrobé à chaud avec joint émulsion. Reprise enrobé arrêtée à la stricte limite de rive.
- 4) réfection de l'entrée du chemin, sur emprise publique, en GNT B 0/31,5 avec fermeture en GNT B 0/20.

5) pour la réfection sur la partie privative, les prescriptions des propriétaires s'appliquent, cependant, s'agissant d'une voie privée ouverte à la circulation publique, la réfection ne doit pas impacter la sécurité des usagers.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. travaux réalisés sous rétrécissement de chaussée avec alternat géré par feux tricolores.
2. stationnement interdit dans l'emprise de l'alternat.
3. vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.
4. interdiction de dépasser dans l'emprise de l'alternat.

Article 4 : Sécurité et signalisation du chantier

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz,
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 7 novembre 2024

Le Maire,
Séverine MARCHAND

